

Qu'est-ce qui menace vraiment le débat intellectuel à l'Université ? Tribune du 17 mars 2021

Le CE de l'AFS soutient cette tribune des enseignant·es chercheur·euses de l'IEP de Grenoble publiée initialement dans [Le Monde](#)

Depuis plusieurs jours, l'Institut d'Études politiques de Grenoble et le laboratoire Pacte sont au centre de l'attention médiatique et de campagnes haineuses et calomnieuses sur les réseaux sociaux à la suite du collage sauvage d'affiches mettant en cause très violemment deux enseignants accusés d'islamophobie et de fascisme.

Les enseignantes et les enseignants, les chercheur·es, les étudiant·es, les personnels et les responsables de ces deux institutions ont apporté aux deux enseignants attaqués un soutien très clair en condamnant fermement l'injure et l'intimidation dont ils ont été victimes dans un contexte particulièrement inquiétant. Ce collage, qui a fait l'objet d'une saisine du Procureur de la République par la directrice de l'Institut d'études Politiques, est odieux. Il met en danger non seulement les deux enseignants cités mais aussi l'ensemble des personnels et des étudiant·es qui forment notre communauté et sur lesquels pèse aujourd'hui un poids trop lourd à porter.

En dépit de ce soutien, nous assistons à la propagation d'un incendie médiatique apparemment hors de contrôle dans lequel se sont associées des forces qui dépassent largement le cadre auquel aurait dû se limiter ce collage, y compris pour assurer la sécurité des personnes citées. Cet incendie est

attisé depuis plus d'une semaine par les commentaires de ceux qui, tout en ignorant généralement les circonstances de cette affaire, s'en emparent pour stigmatiser la prétendue faillite de l'Université et la conversion supposée de ses enseignant•es, particulièrement dans les sciences sociales, à l'« islamo gauchisme ».

Les circonstances qui ont conduit aux collages commencent à être connues. Parmi elles les pressions inacceptables exercées au mois de novembre et décembre pour faire supprimer le mot « islamophobie » d'une conférence organisée par l'Institut ont joué un rôle déterminant. Il appartient désormais aux différentes instances qui sont saisies des faits de rétablir la vérité qui a été tordue et abimée sur les plateaux de télévision et les réseaux sociaux.

Il nous revient en revanche, comme enseignant•es et comme chercheur•es, d'alerter sur la gravité de ce qui est en train de se passer depuis ces collages. Nous assistons en effet à la mise en branle dans les médias d'un programme de remise en cause inédite des libertés académiques – en matière de recherche comme d'enseignement – ainsi que des valeurs du débat intellectuel à l'Université. La première liberté qui a été bafouée dans cette affaire n'est pas, en effet, la liberté d'expression ou d'opinion comme le prétendent de nombreux commentateurs mal informés brandissant à contre-sens l'argument de la *cancel culture*. Les deux enseignants visés par les collages ont en effet eu tout loisir de s'exprimer pendant cette affaire. Ce qui est en jeu, et qu'ils ont délibérément refusé de respecter, ce sont les principes du débat d'idées dans le cadre régi par l'Université. Au premier rang de ces principes figure la nécessité de faire reposer son enseignement et ses recherches sur l'analyse des faits et de les séparer clairement de l'expression de valeurs, de la manifestation de préjugés et de l'invective.

Cette affaire est une illustration des pressions politiques et économiques qui s'exercent aujourd'hui sur l'Université dans

son ensemble en France. Comment ne pas voir en effet, dans les tensions qu'a connues notre établissement ces derniers mois, un des effets de la misère psychique et matérielle imposée à toute la communauté académique – particulièrement aux étudiant•es – par la pandémie et la fermeture des campus. Dans ce contexte, où chacun frôle et certains dépassent l'épuisement, invoquer seulement la « radicalisation gauchiste » des syndicats étudiants c'est alimenter une polémique dont l'agenda politique est assez évident au vu des acteurs qui ont porté cet argument.

Comment ne pas voir non plus derrière la libération généralisée d'une parole violemment hostile aux sciences sociales sur les plateaux de télévision l'effet d'une stratégie politique navrante du gouvernement depuis des mois. Celle-ci a culminé, il y a quelques semaines, avec le projet d'une enquête sur la prétendue « grangrène » de l'« islamo-gauchisme » dans nos disciplines. Il est difficile de trouver des raisons autres que purement électorales aux chimères « islamo-gauchiste » du gouvernement, lesquelles ont soulevé de très vives protestations dans toutes les parties de l'espace académique. Il nous paraît aussi évident qu'en soufflant sur les braises depuis des mois le gouvernement a inspiré l'offensive contre les sciences sociales à laquelle nous assistons aujourd'hui.

Le sentiment qui nous envahit aujourd'hui est un mélange de colère et de tristesse. La tristesse de voir triompher ceux qui pratiquent la censure et piétinent la tradition d'ouverture et d'argumentation rationnelle du débat intellectuel, préférant manier l'outrance, le mépris et l'ironie. La tristesse de les voir préférer le soutien des défenseurs les plus extrêmes de la pensée réactionnaire à la critique de leurs pairs. La colère de constater les ravages causés par leurs propos sur tous nos étudiant•es et sur notre communauté. La colère encore de voir le nom de Samuel Paty entraîné dans une polémique idéologique à laquelle il est

étranger et instrumentalisé pour organiser des campagnes haineuses à l'encontre d'enseignant•es, de chercheur•e•s en sciences sociales, d'étudiant•e•s et de membres du personnel administratif des Universités.

Il nous reste heureusement la possibilité de retourner à notre travail. Celui que nous faisons toutes et tous depuis des années en délivrant des cours et en animant des débats argumentés sur des enjeux non moins sensibles que l'islam, comme la colonisation, les génocides et les crimes contre l'humanité, le terrorisme, la place de la science dans la société, les pratiques policières, les politiques migratoires, le populisme, le racisme, la domination masculine, le genre et la sexualité, les crises écologiques ou encore les inégalités. Pour combien de temps encore ?

Les signataires de ce texte enseignent tous à Sciences Po Grenoble :

Stéphanie Abrial, Ingénieure de recherche en science politique

Marie-Charlotte Allam, Enseignante-chercheure en science politique

Chloë Alexandre, Enseignante-chercheure en science politique

Amélie Artis, Maîtresse de conférences en économie

Gilles Bastin, Professeur de sociologie

Renaud Bécot, Maître de conférences en histoire

Céline Belot, Chargée de recherches en science politique

Marine Bourgeois, Maîtresse de conférences en science politique

Arnaud Buchs, Maître de conférences en économie

Hélène Caune, Maîtresse de conférences en science politique

Laura Chazel, Enseignante-chercheure en science politique

Camille Duthy, Enseignante-chercheure en sociologie

Frédéric Gonthier, Professeur de science politique

Florent Gougou, Maître de conférences en science politique

Martine Kaluszynski, Directrice de recherche en science politique

Séverine Louvel, Maîtresse de conférences en sociologie

Antoine Machut, Enseignant-chercheur en sociologie

Raul Magni-Berton, Professeur de science politique

Sophie Panel, Maîtresse de conférences en économie

Franck Petiteville, Professeur de science politique

Simon Persico, Professeur de science politique

Catherine Puig, Professeure agrégée d'espagnol

Sébastien Roché, Directeur de recherches en science politique

Guillaume Roux, Chargé de recherches en science politique

Simon Varaine, Enseignant-chercheur en science politique

Robin Waddle, Professeur agrégé d'anglais

Sonja Zmerli, Professeure de science politique